



François Ryckmans, le président de l'AJP, entame la présentation des rapports 2016. Photo Marc Simon.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE L'AJP AU RAPPORT

Les membres de l'AJP, réunis à l'AG, ont entendu des chiffres encourageants mais aussi des propos et réflexions passionnantes autour du « fact checking », par un de ses artisans.

Sil ne fallait retenir que quelques chiffres de l'assemblée générale de l'AJP, tenue le 25 février, on citerait d'abord les 2.445 membres de l'Union professionnelle, parmi lesquels près de 300 viennent de la presse périodique spécialisée. Quelque 80 % des journalistes professionnels ont donc choisi de s'affilier à l'AJP, lui assurant une représentativité exceptionnelle. Chez les moins de 30 ans, ce taux atteint même les 97%, démenti cinglant à ceux qui, du côté patronal, aimeraient réduire l'AJP à une arrière-garde conservatrice.

Trois chiffres encore, sur le retour vers les journalistes des moyens de l'AJP : 200.000 € ont été distribués en 2016 par le Fonds pour le Journalisme, 40.000 € ont défrayé des « journalistes en classe » et 35.000 € ont payé des frais d'avocats et expertise judiciaire pour nos membres. >

Lire nos comptes rendus en pages 4 et 5

J.-F. Dt

SOCIAL

PRESSE QUOTIDIENNE : NÉGOCIER, OUI. MAIS PAS POUR LE PIRE

Au nom des économies à réaliser (et des bénéfices à augmenter), Rossel, Sudpresse, EdA et IPM ont déposé leurs revendications pour les (futurs) journalistes engagés. Un catalogue très indigeste.

Depuis le début de l'année, les négociations collectives ont repris entre l'AJP et les éditeurs de presse quotidienne francophone et germanophone. Sur la table : les conditions de salaire, d'horaire, les fonctions, l'évaluation, les droits d'auteur, les congés. Bref, tout ce qui compose le statut professionnel des journalistes salariés de la PQ ou de leurs sites d'infos.

QUI NÉGOCIE QUOI ?

Du côté de l'AJP, ce sont ses délégués de rédaction (Rossel, IPM et EdA) et son secrétariat général qui forment la délégation.

Du côté des éditeurs, les directeurs ou délégués des directions de Sudpresse, EdA, *Le Soir*, IPM, réunis au sein de « Lapresse.be ». Les mêmes donc (ou quasi) qu'en 2009, lorsque les éditeurs avaient dénoncé la convention sectorielle en vigueur depuis 2003 (et avant cela, depuis les années '60...).

La négo de 2009 avait abouti deux ans plus tard à un Protocole d'accord entre les parties : un texte ambitieux et novateur, basé sur la valorisation des droits d'auteur. Ce texte a fait l'objet d'un ruling fiscal positif. Mais en raison d'une incertitude persistante en matière

d'ONSS, l'AJP n'a pas donné le « go » pour son entrée en vigueur sectorielle. Plusieurs entreprises (IPM et en partie, Rossel) l'ont cependant appliqué en interne, sur base « volontaire » ou aux nouveaux engagés.

Fin 2016, l'AJP a voulu faire le point avec les éditeurs et réenclencher les démarches vis-à-vis de l'ONSS, pour sécuriser définitivement le Protocole. C'est avec un cahier de revendications que les entreprises ont répondu.

Suite en p. 3

Martine Simonis

N°190

SOMMAIRE

02 Education aux médias : Démontez les mécanismes des discours de haine \

06 Presse écrite : *Moustique* plus 'news' et *24h01* devient trimestriel \

07 Magazine : La revue *Politique* a 20 ans \

07 JEC : Une nouvelle vidéo sur le journalisme numérique \

08 Fonds pour le journalisme : Un nouveau site vitrine des projets soutenus

DOSSIER

DES VOTES ET DES IDÉES À L'AG DE L'AJP

Malgré les congés de carnaval qui s'ouvraient ce jour-là, l'assemblée générale de l'AJP a réuni, samedi 25 février, plusieurs dizaines de membres. Ils ont entendu le rapport d'activités 2016 (en ligne sur www.ajp.be/ag2017w) et approuvé les comptes et budget de l'Union professionnelle. Ensuite, le journaliste français Maxime Vaudano (Les Décodeurs) s'est entretenu avec la salle durant une bonne heure dans des échanges animés par Vinciane Votron. L'exposé était filmé et diffusé en direct sur Twitter.

UNE OBSESSION : « RÉTABLIR LA VÉRITÉ DES FAITS »

Il n'était pas tout à fait inconnu de l'AJP. Voici deux ans, Maxime Vaudano, l'un des 11 « Décodeurs » du *Monde.fr*, avait assuré une formation pendant notre « Summer school » de fin août. On savait que sous son air d'ado rêveur, il y avait l'expérience et la réflexion solide d'un pro (de 24 ans), passionné par le « fact checking ». Le 25 février, en seconde partie de l'AG, il a partagé les deux avec une salle ravie.

UNE RUBRIQUE DU MONDE

Au départ, voici huit ans, les « Décodeurs » se résumaient à un blog qui s'attachait à relever les erreurs ou mensonges du milieu politique. Nicolas Sarkozy avait inauguré la série en affirmant « j'étais à Berlin le 9 novembre 1989 » (jour de la destruction du Mur), ce qui était faux. « *Sous sa présidence, il est resté le meilleur client des Décodeurs* », précise Maxime Vaudano, sourire en coin. Au fil du temps, les Décodeurs vont devenir une rubrique du *Monde.fr*. Ils élargissent leur domaine d'intervention et proposent parfois des articles explicatifs. Ils scannent aussi bien un livre (de Zemmour par exemple) qu'un chiffre officiel, un programme politique ou une théorie complotiste. Les attentats à Paris, le Brexit, les sites pseudo officiels (comme celui qui cachait en réalité des militants anti-avortement) ou les médias parodiques passent sous leur loupe. Leur obsession est toujours la même : rétablir la vérité des faits là où elle est torpillée. « *La vérité médiatique, explique le journaliste, ce sont des faits et leur interprétation, et celle-ci est sujette à débat. Mais les complotistes démentent aussi les faits eux-mêmes. Tout deviendrait relatif!* ». Dans l'organigramme du journal, « nous sommes moins liés à la rédaction du Monde qu'avant. Ça peut créer des tensions entre nous, mais cela permet aussi de protéger les journalistes des rubriques concernées. » En clair : ce qu'un confrère du service politique qui tient à ses contacts hésiterait à balancer, les



Maxime Vaudano, un des décodeurs du Monde. Photo Laurie Dieffembacq.

Décodeurs, eux, peuvent le faire allègrement. Ils ne sont pas sur le terrain...

FEU NOURRI SUR LE DÉCODEX

Pour ne plus démentir une à une chaque fausse nouvelle, *Le Monde* a créé son Décodex. Ce classement en trois catégories (vert, orange, rouge) de la fiabilité de 600 sites (jusqu'à présent) est assorti d'éventuelles précisions. « *Le but n'est pas de les stigmatiser, mais d'informer l'internaute sur les actionnaires du site, ses éventuelles condamnations, ou les fausses nouvelles qu'il a diffusées*. Il n'a pas fallu longtemps pour que les critiques pleuvent. *Le Monde* se permet de juger d'autres médias ! Vaudano accepte le reproche et

plaide : « *On envisage des partenariats avec d'autres médias et des recours à des experts hors média pour ne plus être le seul arbitre.* » Ailleurs, ça mitraille carrément. « *Les sites classés rouges nous détestent. Et des intellectuels de gauche nous reprochent de borner le réel si on démontre qu'une idée politique est infaisable.* ». Question : à qui peuvent servir « fact checking » et Décodex puisque les plus concernés les ignorent ? « *Ni aux super radicaux, ni aux super informés, admet Vaudano. Mais à ceux qui ont perdu la notion de la source. Ils disent "ça vient d'internet" comme on disait avant "le journal l'a dit". Sans faire la différence entre les deux* »...

J.-F. Dt

L'AJP EN QUELQUES CHIFFRES

2.445 membres
291 nouveaux affiliés en 2016
154 stagiaires
1 million € de budget global
60 étudiants en journalisme affiliés
De 80% à 97% d'affiliation selon les âges
21 membres du Conseil de direction
7 salariés
10.000 followers sur Twitter

LES TÉLÉGRAMMES DE 2016

La fusion avec l'AJPP. Le chantier de la fusion, ouvert sept ans plus tôt, a vu aboutir la première de ses deux phases. En juin, l'AGJPB et ses ailes AJP et VVJ ont modifié leurs statuts pour intégrer les journalistes de la presse périodique spécialisée. L'accueil de quelque 200 nouveaux membres (professionnels et collaborateurs de presse) s'est globalement très bien déroulé.

La seconde phase sera la fusion des titres, cartes et commissions de reconnaissance. A discuter avec le cabinet du ministre de l'Intérieur.

Un « road show » a mené l'AJP à la rencontre des journalistes en Wallonie et à Bruxelles. Total : 16 réunions de janvier à novembre, 10 villes, 600 sandwiches, 280 journalistes rencontrés.

L'actualité sociale et politique, au niveau fédéral, nous a mobilisés sur les dossiers des pensions des journalistes (pour maintenir et financer le système), la protection des sources (les avant-projets du ministre Geens que nous contestons), les droits d'auteur (négocier une future règle claire pour la répartition honoraires-droits d'auteur), le soutien aux actions sociales (Sanoma, Grenz Echo, RTBF...), et le renouvellement des documents de presse.

Les aides en justice (gratuites pour les membres) ont concerné une vingtaine de dossiers pour des faits de violence contre des journalistes (agressions), de licenciement, de responsabilité civile et de fiscalité des droits d'auteur.

AJPro. Sur les 53 formations proposées l'an dernier, 25 concernaient le numérique. Ont suivi les formations en 2016, 197 personnes différentes (+39) pour 248 inscriptions enregistrées (+47).

La soirée de « speed dating » a réuni 60 candidats et une vingtaine d'employeurs.

Le Fonds pour le journalisme a soutenu 27 projets pour un montant total de 201.919 euros (des bourses de 1.840 à 15.000 euros).

JournalisteFreelance.be compte 135 journalistes dans son répertoire. Sa fréquentation a atteint une moyenne de 180 à 200 visites/jour.

Journalistes en classe. Environ 70 journalistes se sont rendus 412 fois dans les écoles (+28). L'opération a reçu un subsidie complémentaire de la ministre Isabelle Simonis pour être élargie au secteur Jeunesse.

Expertalia. Lancé fin octobre, le répertoire des expertes et des personnes issues de la diversité d'origine compte 292 références et 128 journalistes utilisateurs inscrits.

Toute l'info sur les activités de l'AJP en 2016 : www.ajp.be/ag2017

4 NOUVEAUX MEMBRES AU CONSEIL

Arrivé à la moitié de leur mandat (de quatre ans), 4 membres du Conseil de direction de l'AJP avaient souhaité passer le relais. Confortablement élus par l'AG du 25 février, voici ceux qui assurent la relève.

Aurélien Moreau (LLB)

Freelance depuis six ans, elle travaille surtout pour *La Libre* où elle couvre des sujets « médias ». Mais pas seulement : elle a signé (avec Mélanie Wenger pour les photos) le reportage « L'Ivoire de Boko Haram ». A l'AJP, elle reprend le mandat « Presse quotidienne » de Sophie Devillers.



Eric Ortman (RTC Télé Liège)

Journaliste réalisateur à la télé locale liégeoise depuis 1990, il est aussi le président de la société des journalistes de la chaîne. Il exerça auparavant dans la presse écrite et à la radio. Eric



succède à Brigitte Lousberg pour le mandat « Section Liège ».

Xavier Simon (Notélé)

Président de la SDJ de la télé tournaisienne où il travaille depuis plus de 25 ans, il était candidat à l'AJP « pour relever le nez du guidon et tenter d'appréhender ce que sera la profession demain » a-t-il souligné. Au Conseil, il endosse le dossier « TVL » que portait Daniel Nokin.



Benoît Toussaint (Belga)

A *Belga* depuis 2014 après 10 années en presse écrite (*La Nouvelle Gazette* puis *Métro*), il se décrit comme « le monsieur manif » de l'agence. Comprenez : c'est lui qui couvre souvent les manifestations à Bruxelles. A l'AJP, Benoît succède à Gérard Gaudin pour le mandat « Agences ». Gérard, lui aussi de Belga, reste au Conseil pour le 21^e mandat, sans désignation particulière, qui était dévolu par Catherine Ernens.

